

**Autonomie ou unité : dépasser la contradiction**  
*Contribution pour le 40<sup>e</sup> congrès du PCF*  
*Jacky Sousa, Section Dunkerque-Littoral, Fédération du Nord*

La situation politique dans laquelle s'ouvre notre 40<sup>e</sup> congrès est marquée par une double urgence. Une urgence antifasciste, démocratique, face à l'enracinement de l'extrême droite et à la décomposition accélérée de la Ve République. Une urgence politique pour le mouvement communiste lui-même, confronté à un affaiblissement durable de son implantation, de sa visibilité et de son influence.

C'est dans ce contexte que ce congrès intervient, à un an des prochaines échéances présidentielles et législatives, moment charnière du cycle institutionnel. La question stratégique y occupera donc inévitablement une place centrale.

Pourtant, les débats stratégiques ont, ces dernières années, embolisé nos congrès au point d'éclipser des enjeux pourtant décisifs : notre projet idéologique, notre stratégie d'implantation sociale, notre organisation, notre identité politique. Le point de départ est donc une inquiétude : voir se rejouer, sans dépassement réel, des débats déjà menés, aux conclusions inabouties.

Trop souvent, le débat est enfermé dans une opposition schématique et prévisible. D'un côté, une option « autonomiste », qui érige la candidature communiste autonome en solution quasi mécanique à notre réaffirmation. De l'autre, une option « unioniste », qui fait de l'union électorale avec les autres forces de gauche une condition impérative d'accès au pouvoir, sans tirer pleinement le bilan de décennies d'effacement du PCF. Si cette tension persiste, c'est précisément parce qu'elle n'a jamais été dépassée.

La ligne autonomiste, héritière des choix opérés au 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès, mise en œuvre lors des dernières élections européennes et présidentielles, a démontré notre capacité à exister de manière indépendante. Mais elle s'est traduite par des résultats très faibles, entre 2,2 % et 2,7 % des suffrages.

À l'inverse, les stratégies d'union, de la NUPES au NFP, ont permis des succès parlementaires relatifs pour le bloc de gauche dans son ensemble. Mais elles n'ont ni freiné la progression de l'extrême droite, ni renforcé la présence communiste à l'Assemblée nationale. Dans de nombreux bastions historiques, confrontés à la vague d'extrême-droite, notre implantation a même reculé entre 2022 et 2024.

Les termes de la contradiction restent donc entiers. Les deux orientations ont été expérimentées ; aucune ne permet, à ce stade, de répondre simultanément à notre affaiblissement et à la nécessité du rassemblement.

Prolonger indéfiniment cette oscillation serait une impasse. Sans analyse de fond ni dépassement réel, nous nous condamnons à des réponses court-termistes, incapables de reconstruire un rapport de force durable pour le PCF comme pour l'ensemble du camp progressiste.

## **I. Construisons un front populaire antifasciste**

### **A. Le danger de l'union des droites**

L'un des traits marquants de la période est la recomposition du champ politique à droite, autour d'un bloc réactionnaire de plus en plus cohérent, mêlant droite libérale, conservateurs autoritaires et extrême droite. Longtemps analysée comme une dérive marginale ou une simple droitisation du discours politique, cette convergence constitue désormais un fait politique structurant. Elle ne relève plus seulement d'emprunts rhétoriques ponctuels, mais d'une guerre culturelle assumée, visant à redéfinir les termes légitimes du débat public.

Sur l'immigration, la sécurité, les libertés publiques ou les droits des minorités, la droite dite « républicaine » reprend à son compte les cadres idéologiques forgés par l'extrême droite : obsession identitaire, criminalisation des quartiers populaires, disqualification des luttes féministes, antiracistes et écologistes. Ce mouvement idéologique prépare des convergences programmatiques concrètes, déjà visibles dans de nombreux votes parlementaires et européens, où droite et extrême droite avancent de concert.

Surtout, l'idée selon laquelle cette convergence resterait cantonnée aux discours ou se heurterait à un plafond électoral a cessé d'être crédible. Des alliances de second tour, explicites ou implicites, se multiplient, y compris contre la gauche, comme l'ont montré plusieurs scrutins récents. Des responsables de droite assument désormais ouvertement la perspective d'accords électoraux avec le Rassemblement national, au nom d'un « front anti-gauche ».

Cette dynamique ouvre un scénario clair : celui d'une accession de l'extrême droite au pouvoir, non contre la droite traditionnelle, mais avec elle. C'est ce danger immédiat qui renforce l'impératif antifasciste et impose de penser l'unité du camp progressiste comme une nécessité politique, et non comme un simple choix tactique.

## **B. Une solution fidèle à notre histoire : construire un front populaire antifasciste**

L'unité de la gauche face au danger de l'extrême-droite ne relève ni d'un réflexe moral ni d'un simple arrangement électoral. Elle s'inscrit dans une tradition stratégique du mouvement ouvrier, forgée dans les moments où la crise du capitalisme ouvrait la voie à des solutions autoritaires. En France, le Front populaire de 1936 constitue à cet égard une référence centrale. Il se construit directement dans le sillage du 6 février 1934, lorsque les ligues d'extrême droite menacent l'ordre démocratique et rendent tangible la possibilité d'un basculement fasciste.

Cette séquence historique marque un tournant stratégique majeur pour le mouvement communiste et ouvrier. Face à la montée du fascisme, la question n'est plus celle de l'affirmation autonome des organisations révolutionnaires, mais celle de la capacité à travailler ensemble, sur des bases politiques claires, pour empêcher l'écrasement du monde du travail. Le front populaire antifasciste se définit alors comme une unité d'action et de projet, articulant forces issues du mouvement ouvrier et couches populaires, afin de répondre à la fois à la menace politique et aux causes sociales de la montée du fascisme dans la société.

Le Front populaire de 1936 en apporte une démonstration concrète. Les grandes conquêtes sociales de cette période ne constituent pas un supplément d'âme, mais le cœur même de la stratégie antifasciste. En améliorant immédiatement les conditions de vie et de travail, elles ont permis de transformer une alliance politique en dynamique populaire et de desserrer l'emprise du désespoir social sur lequel prospèrent les forces réactionnaires.

Cette leçon conserve toute son actualité. Un front populaire antifasciste ne peut être une coalition vague ou purement défensive. Il n'est pas un front « républicain » ou « démocratique

» que l'on constituerait avec des libéraux qui, par leurs politiques de casse sociale, sont des marchepieds pour l'extrême droite. Il suppose une unité de la gauche adossée à des objectifs sociaux ambitieux, capable d'offrir une issue progressiste à la crise, de porter un contre-récit et d'empêcher qu'elle ne débouche, une fois encore, sur une solution autoritaire d'extrême droite.

## **II. La nécessité d'une réaffirmation communiste face à notre affaiblissement structurel**

### **A. L'union comme palliatif : quand la survie électorale dirige**

Au fil des décennies, notre poids électoral à reculer jusqu'à atteindre des niveaux particulièrement inquiétant à la fin de la décennie 80 et au début de la décennies 90. Il s'est alors imposé une pratique de l'union conçue non plus comme un moyen au service de la promotion de nos idées communistes, mais comme un palliatif à cet affaiblissement. De la gauche plurielle du gouvernement Jospin à nos majorités municipales, départementales et régionales avec les socialistes, une logique s'est installée : préserver prioritairement une représentation institutionnelle, même au prix d'un certain effacement politique.

Cette stratégie n'a pas seulement échoué à enrayer le déclin ; elle l'a aggravé. À force de subordonner notre expression à des cadres majoritaire définis par ailleurs, le PCF a cessé d'apparaître comme une force autonome de transformation sociale. Dans les territoires populaires, cette confusion a nourri l'abstention, la défiance, puis le basculement vers l'extrême droite. L'union, lorsqu'elle n'est pas portée par un parti communiste fort, identifiable et idéologiquement structuré, ne protège pas : elle dilue.

Le constat formulé au 38<sup>e</sup> congrès sur la « spirale d'effacement » et le « ralliement électoraliste » était donc juste. Mais il n'a pas été poussé jusqu'au bout de ses implications : l'union n'est pas en soi le problème ; elle devient destructrice lorsqu'elle sert de cache-misère à une faiblesse idéologique et organisationnelle.

### **B. Tirer le bilan du 38<sup>e</sup> congrès : l'autonomie n'est pas un remède miracle**

Le 38<sup>e</sup> congrès a marqué une inflexion nécessaire, en ce que nos orientations ont répondu à une aspiration légitime des camarades : sortir de la satellisation, retrouver une parole communiste autonome, réaffirmer l'identité politique du PCF. Les candidatures communistes aux élections nationales ont satisfait cette exigence formelle. Il faut maintenant en tirer un bilan objectif, avec bienveillance mais sans concession.

L'autonomie n'a pas produit le renforcement espéré. En effet, la reconstruction d'une solidité idéologique marxiste, qui aurait dû l'accompagner, a fait défaut. Nombreux étaient celles et ceux qui pensaient que sortir de la spirale de l'effacement mènerait mécaniquement à la reprise d'un discours plus fidèle à nos orientations théoriques, nous sortirait de l'électoralisme et de la social-démocratisation de nos discours programmatiques. Cela n'a pas été le cas.

L'autonomie affichée n'a pas mis fin aux renoncements de fond, comme en témoigne, à titre d'exemple, l'abandon de la sortie de l'OTAN en pleine campagne présidentielle. Les résultats électoraux sont restés faibles, l'adhésion militante stagne à un niveau relativement bas et notre base sociale n'est pas davantage identifiée.

De même, l'invocation ponctuelle d'un « socialisme à la française », sans contenu précis ni travail collectif d'élaboration théorique et stratégique, n'a pas permis de redonner une

cohérence à nos propositions. Celles-ci, pourtant justes — sécurité d'emploi et de formation, renforcement massif des services publics — ont souvent été avancées sans pédagogie sur la transformation profonde des rapports économiques qu'elles impliquent. Privées de leur cadre marxiste, nos propositions apparaissent soit irréalistes, soit technocratiques.

L'autonomie, en elle-même, ne suffit pas. Une autonomie sans boussole idéologique ne renforce pas notre organisation, pas plus que l'effacement derrière d'autres structures. Ce constat ne doit pas conduire au retour à la subordination, mais pose les termes du dépassement à construire : il est possible de participer à des périmètres d'alliances très larges, mais sur la base d'un parti communiste idéologiquement solidifié, clairement marxiste, capable de peser dans un front populaire sans s'y dissoudre.

### **III. Unir sans se dissoudre : un parti communiste fort dans une gauche unie**

#### **A. Une autonomie idéologique indispensable**

La première condition d'une union durable et efficace est donc l'autonomie idéologique. Il ne s'agit ni d'un marqueur identitaire abstrait ni d'un fétichisme doctrinal, mais d'un point de clarté stratégique. Les forces avec lesquelles nous sommes amenés à construire des convergences (socialistes, écologistes, forces issues de la gauche dite « radicale ») s'inscrivent très majoritairement dans un horizon social-démocrate, au sens large : elles visent une correction des effets du capitalisme plus qu'une remise en cause de ses fondements.

Le PCF, pour sa part, se revendique du marxisme. Cela signifie une analyse du capitalisme comme système fondé sur l'exploitation, une compréhension de l'État comme terrain de lutte et non comme arbitre neutre, et l'affirmation de la nécessité d'une rupture progressive mais réelle avec le pouvoir du capital. Cette différence n'est ni un obstacle à l'unité, ni un détail secondaire : elle est précisément ce que les communistes ont à apporter au combat antifasciste.

Renoncer à cette autonomie idéologique au nom de l'union reviendrait à désarmer politiquement le front antifasciste lui-même. Car l'extrême-droite ne prospère pas seulement sur la haine ou l'irrationalité, mais sur les impasses du réformisme et les renoncements face au néolibéralisme. L'unité n'a de sens que si elle permet de combattre ces politiques à la racine. L'autonomie idéologique n'est donc pas un luxe : elle est une condition de l'efficacité de l'union.

#### **B. Une autonomie organisationnelle non négociable**

La deuxième condition est l'autonomie organisationnelle. Les stratégies unitaires ne sont efficaces que lorsqu'elles reposent sur des organisations politiques fortes, identifiées, capables de peser dans le rapport de force. À l'inverse, les constructions floues, les bannières uniques ou les fédérations hybrides tendent à produire l'effet inverse de celui recherché : l'effacement des partis les plus structurés, les plus implantés, au premier rang desquels le PCF.

Le front populaire antifasciste ne doit pas être confondu avec une fusion. Le seul ensemble politique cohérent, doté d'une continuité historique, d'une démocratie interne et d'une souveraineté stratégique, c'est le parti. Une fédération de partis, une force composite ou un pôle populiste de gauche ne saurait s'y substituer sans appauvrir durablement le front unitaire et sa capacité d'action.

C'est pourquoi un « congrès de Tours à l'envers », qui dissoudrait le PCF dans un ensemble plus large au nom de l'efficacité immédiate ou une fusion dans un pôle soi-disant « radical » sous l'égide d'un populisme de gauche aux contours idéologiques flous, ne sont deux options souhaitables. L'unité ne suppose pas l'uniformité. Elle suppose des organisations distinctes, capables de coopérer sans s'abolir. Préserver l'existence, la visibilité et l'expression propre du PCF dans les stratégies unitaires, comme dans les majorités plurielles est une condition pour que l'union ne se transforme pas en nouvelle étape de satellisation.

### **C. Au service de l'élargissement de la base sociale de la gauche**

Enfin, aucune stratégie d'union ne peut tenir sans une reconstruction de la base sociale du PCF. L'affaiblissement du parti n'est pas seulement électoral ou idéologique ; il est aussi social. La désouvriérisation de notre implantation, la perte de liens durables avec le salariat d'exécution, les précaires, les travailleurs des services, de la logistique, du soin ou de l'industrie ont réduit notre capacité à structurer un prolétariat conscient de ses intérêts.

Reconstruire une base sociale communiste ne signifie pas se replier sur un segment étroit du monde du travail, mais au contraire reconquérir une centralité populaire, en articulant les nouvelles figures du salariat aux traditions du mouvement ouvrier. C'est en reconstruisant une implantation dans les entreprises, les quartiers populaires, les lieux de travail et de vie que le PCF pourra redevenir un point d'appui pour l'ensemble de la gauche.

Cette reconstruction n'est pas contradictoire avec l'unité antifasciste ; elle en est une condition. Le PCF est aujourd'hui la seule organisation qui peut reconquérir l'électorat de l'extrême droite car elle est la seule force qui n'enferme pas son discours en s'adressant à une fraction segmentée des classes populaires. Sans parti communiste fort socialement, l'union sera fragile. Avec un PCF reconstruit, elle peut devenir un véritable outil de transformation sociale.

### **Conclusion**

L'unité ne s'oppose pas à l'autonomie. Nos choix d'alliance, de stratégie, de périmètre de rassemblement peuvent et doivent varier. Ce qui, en revanche, ne doit pas varier, c'est notre positionnement politique et notre visée idéologique.

Le socialisme comme programme, le marxisme comme grille d'analyse, le matérialisme dialectique comme doctrine philosophique doivent rester des invariants.

Si nous sommes clairs sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons, les moyens d'y parvenir — dans les élections comme en dehors — peuvent évoluer en fonction des impératifs stratégiques et politiques du moment.

C'est à cela que doit servir ce 40<sup>e</sup> congrès : construire une ligne communiste de notre temps, définir des méthodes d'organisation adaptées aux nouvelles formes d'engagement, porter des messages politiques clairs et trouver de nouvelles façons de les diffuser pour remettre au cœur de la cité la parole des communistes.